ASSEMBLÉE NATIONALE

4 juillet 2016

TRAVAIL - (N° 3909)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

AMENDEMENT

N° 1266

présenté par
le Gouvernement

ARTICLE 9

Avant l'alinéa 1, insérer l'alinéa suivant :

« I AA. – À la fin de la première phrase du premier alinéa de l'article L. 2242-9 du code du travail, les mots : « 2° de l'article L. 2323-17 » sont remplacés par les mots : « même 2° de l'article L. 2242-8 ». »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement rédactionnel vise à clarifier la rédaction de l'article L. 2242-9 du code du travail, telle qu'issue de la loi du 17 août 2015.

L'article L. 2242-9 prévoit qu'une pénalité peut être appliquée aux entreprises de plus de cinquante salariés lorsqu'elles ne sont pas couvertes par un accord ou un plan d'action relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Dans sa rédaction actuelle, il fait référence à la fois au 2° de l'article L. 2242-8 du même code pour la définition du contenu de l'accord, et au 2° de l'article L. 2323-17 concernant le contenu du plan d'action.

Or en matière d'égalité professionnelle, le 2° de l'article L. 2242-8 ne définit pas seulement le contenu de l'accord mais également celui du plan d'action, l'article L. 2323-17, qui liste les informations à transmettre dans le cadre de la consultation annuelle sur la politique sociale de l'entreprise, les conditions de travail et l'emploi, se contentant de renvoyer à ce même article L. 2242-8.

L'objet de l'amendement est donc d'harmoniser le fondement juridique permettant la mise en œuvre de la pénalité en ne retenant qu'une même référence au 2° l'article L. 2242-8 pour la définition de contenu de l'accord et du plan d'action.